

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

**M. Nicholson:** Les Canadiens ne se laissent pas leurrer. Ils sont trop malins. Ils savent que sur 200 milliards, les seuls intérêts représentent 20 milliards la première année, et 25 milliards la deuxième. La dette a aujourd'hui dépassé les 300 milliards. Tout cela à cause du gouvernement précédent.

**M. Duhamel:** Vous l'avez doublée en quatre ans.

**M. Nicholson:** Je vais exposer un autre fait, monsieur le Président. En ce moment, chaque cent dépensé en programmes par le gouvernement est couvert pendant l'exercice par la population. Tous les emprunts contractés vont au service de l'héritage libéral que nous avons trouvé en 1984—chaque cent y est consacré.

Passons aux néo-démocrates. Pendant toutes ces années, ils ont applaudi à tout rompre les libéraux pendant qu'ils accumulaient cette dette. Les libéraux ont été acclamés par les néo-démocrates.

**M. Duhamel:** Les gens l'ont oublié la dernière fois, mais ils ne l'oublieront pas cette fois-ci.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La parole est au député de Niagara Falls.

**M. Nault:** Il devrait sauter les chutes en baril.

**M. Nicholson:** Je parlais seulement du jeu des députés d'en face. Je considère de mon devoir en tant que député responsable de la circonscription de Niagara Falls de rappeler sans cesse aux Canadiens comment nous en sommes arrivés là. J'ai le devoir de leur rappeler que nous sommes dans un tel pétrin financier parce que le gouvernement précédent s'est chargé de sociétés d'État. Le principe était alors que le gouvernement fédéral se devait d'acquiescer toute société déficitaire.

**M. McCurdy:** Et de vendre toute société prospère.

**M. Nicholson:** Nous avons vu des sociétés d'État perdre des milliards de dollars. Il y a eu des questions comme les crédits d'impôt à la recherche scientifique que les hauts fonctionnaires du ministère des Finances disaient faire problème. Le gouvernement a perdu des millions de dollars, mais il n'a pas voulu reconnaître son erreur.

Nous avons jusqu'en 1984 un gouvernement qui ne pouvait pas administrer une loterie sans perdre des millions de dollars. C'est probablement un fait unique dans toute l'histoire du monde civilisé. Toutefois, c'est ce que nous a laissé le gouvernement précédent. Je suis ravi de rappeler aux députés comment nous sommes arrivés là où nous sommes aujourd'hui.

Les Canadiens et les députés d'en face se rendent compte, je crois, que les seules personnes à avoir une attitude responsable à l'égard des finances de notre pays sont des gens comme le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson).

Je peux vous expliquer, monsieur le Président, pourquoi je crois que les députés d'en face sont de cet avis. Il y a environ deux semaines, vous vous en souvenez sans doute monsieur le Président, ils réclamaient à tue-tête la démission du ministre des Finances. Ils ne voulaient pas parler du budget, ils s'entêtaient à exiger la démission du ministre des Finances. Je sais ce qui s'est passé. Ils sont retournés chez eux en fin de semaine et leurs électeurs leur ont dit qu'ils faisaient fausse route. Ces députés se sont aperçu que les Canadiens ne voulaient pas perdre le ministre des Finances.

**M. McCurdy:** Vous avez raison. Ils voulaient que tout le gouvernement démissionne.

**M. Nicholson:** Les Canadiens voulaient garder le ministre des Finances. Ils ne voulaient pas se retrouver dans la même situation qu'avant 1984. Il n'en était pas question. Depuis, nous n'avons pas entendu un seul mot à ce sujet de la part des députés de l'opposition. C'est qu'ils savent, comme tous les Canadiens je crois, que le ministre des Finances est le seul homme capable, avec l'appui du premier ministre et de notre parti, de remettre les finances du pays sur la bonne voie, comme cela aurait dû être fait pendant les années 1970.

**M. McCurdy:** C'est quand même drôle que vous parliez de voie.

**M. Nicholson:** Je ne voudrais pas donner l'impression que je rejette tout le blâme sur le Parti libéral. Je voudrais faire quelques commentaires sur mes collègues du Nouveau Parti démocratique. Je suis sûr qu'à leur congrès d'investiture, comme à tous les congrès que le NPD a tenus par le passé, on trouvera à l'ordre du jour la question suivante: «Pourquoi perdons-nous tout le temps?» Je suis convaincu que les membres du NPD étudient cette question à tous les colloques et ateliers auxquels ils assistent. Je vais leur donner quelques conseils. Je n'hésite jamais à donner des conseils aux membres du NPD parce que je sais qu'ils ne les écouteront pas. Les néo-démocrates pourraient réfléchir à ceci. Les Canadiens sont trop intelligents pour croire qu'un gouvernement peut continuer à consacrer de plus en plus d'argent même à des projets utiles sans jamais accroître les recettes de l'État. La plupart des Canadiens savent que cela ne marchera pas.